



THE BUTTERFLY EFFECT

NOTRE APPEL

POUR RENFORCER LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE DE L'EAU

Du 22 au 24 mars 2023, **une conférence intergouvernementale des Nations Unies** consacrée aux **problèmes mondiaux de l'eau** se tiendra à New York pour la première fois depuis 46 ans. Il s'agit d'une **occasion unique de rassembler les États et la communauté internationale** autour de notre ressource la plus précieuse et la plus limitée, l'eau, et de nous donner la possibilité de **résoudre la crise de l'eau**.

L'EAU, ENJEU MAJEUR DU 21ÈME SIÈCLE

L'eau est essentielle pour tous les aspects du développement. Elle est un moteur majeur pour un monde égalitaire et pacifique, et elle est la clé pour assurer notre survie. Pourtant :

- 🔴 2,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau.
- 🔴 Le manque d'accès à l'assainissement touche 3,6 milliards de personnes dans le monde.
- 🔴 Plus de 80 % des eaux usées sont rejetées dans nos océans et nos rivières sans traitement ni réutilisation.
- 🔴 Les sécheresses généralisées pourraient devenir la prochaine pandémie à mesure que le changement climatique s'intensifie, tandis que si rien ne change, 50 % de la population mondiale vivra dans des conditions de stress hydrique d'ici à 2050.

LES ÉTATS ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DOIVENT FAIRE FACE À LA CRISE DE L'EAU

Pour relever les défis urgents liés à l'eau et faire des droits humains à l'eau et à l'assainissement une réalité, ainsi que pour assurer la mise en œuvre de l'ODD 6 et de tous les objectifs liés à l'eau de l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable, une conférence intergouvernementale des Nations unies dédiée à l'eau tous les 46 ans n'est pas suffisante. À ce rythme, nous n'atteindrons pas les objectifs que les États et la communauté internationale se sont fixés.

De plus, le monde fait face à des risques interconnectés qui menacent de provoquer une polycrise. Les risques liés au climat – qui sont directement liés à l'eau – sont l'une des plus grandes menaces futures auxquelles le monde est confronté. Les crises alimentaires se multiplient, les sources d'énergie alternatives ne sont dans la plupart des cas pas possibles sans eau, la sécurité de la planète est menacée, l'inflation galope, tandis que la pression sur les ressources s'accroît et que l'eau devient l'objet de convoitises et de tensions.

En effet, l'eau est un enjeu géopolitique majeur, y compris un enjeu de paix. La gestion de cette ressource vitale, unique et nécessairement partagée est un sujet qui ne peut être ignoré par la communauté internationale.

Les plus vulnérables paient déjà un lourd tribut à l'incapacité des États à traduire en politiques et en actions les engagements pris dans le cadre des droits humains à l'eau et à l'assainissement (A/RES/64/292), de l'Agenda 2030 pour le développement durable, de l'Accord de Paris sur le climat, des conférences sur la biodiversité et des conférences régionales, ainsi que de la COP de la CCNUCC. En outre, les financements ne parviennent pas aux personnes sur le terrain dont la vie a commencé à changer radicalement. Les États et la communauté internationale ne sont pas à la hauteur des menaces qui pèsent sur la planète et l'humanité.

LE LEADERSHIP POLITIQUE ET LA GOUVERNANCE DE L'EAU DEVRAIENT ENCOURAGER LES ÉTATS À AGIR

L'absence de leadership politique et de dialogue multilatéral sur l'eau ralentit les progrès vers les objectifs internationaux : 107 pays ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre l'ODD 6 d'ici 2030. En effet, une gouvernance mondiale de l'eau fragmentée et inadéquate empêche l'existence d'une politique internationale forte et de mesures pratiques pour traiter la question de l'eau, qu'il s'agisse de l'accès à l'eau et à l'assainissement ou de la gestion et de la préservation des ressources en eau. Il est déplorable que :

✘ **Il n'existe pas de politique internationale contraignante en matière de gestion de l'eau**, hormis les deux conventions sur les eaux transfrontalières ratifiées par environ un tiers des États.

✘ **Les questions d'eau et d'assainissement ne bénéficient pas d'une agence dédiée de l'ONU**, contrairement par exemple à l'alimentation (FAO) ou à la santé (OMS). UN-Water est un mécanisme de coordination pour les 32 agences, programmes et entités des Nations Unies qui traitent des questions liées à l'eau, mais son mandat et son poids politique sont limités.

✘ **Le domaine de l'eau et de l'assainissement ne bénéficie pas non plus de fonds internationaux dédiés**, tels que les fonds verticaux pour la santé (le Fonds mondial pour le VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose) ou le Fonds vert pour le climat.

✘ **Il n'existe pas de comité ou d'espace intergouvernemental consacré à l'eau**, comme c'est le cas dans d'autres domaines, tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) ou les COP sur le climat, la Commission sur le statut des femmes et d'autres comités fonctionnels. Nous avons besoin d'un arrangement structurel de ce type pour garantir une attention continue à l'eau.

Il est nécessaire de renforcer le dialogue politique et la coordination multilatérale sur l'eau au niveau des Nations unies. L'organisation de la Conférence sur l'eau 2023 et les sessions d'examen du Forum politique de haut niveau ne suffisent pas : les Nations unies doivent organiser régulièrement des réunions intergouvernementales de haut niveau sur l'eau. Un tel espace permettrait aux États de coordonner et d'accélérer les efforts pour atteindre l'ODD 6, de renforcer la volonté politique grâce à des engagements ambitieux et de contrôler la mise en œuvre des objectifs internationaux.

Les Nations unies constituent l'espace le plus légitime pour améliorer le cadre multilatéral mondial sur l'eau : il s'agit de la seule arène politique multilatérale axée sur des questions d'intérêt commun, où tous les États sont présents et peuvent faire entendre leur voix. **La création d'un poste d'envoyé spécial pour l'eau auprès du secrétaire général des Nations unies** – une proposition soutenue par plus de 150 États – **est une initiative que nous soutenons.** Toutefois, nous insistons sur la **nécessité de donner à l'envoyé spécial pour l'eau un mandat politique pour renforcer la gouvernance mondiale de l'eau.** Il s'agirait d'une avancée significative qui devrait être accompagnée d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies établissant des réunions intergouvernementales régulières sur l'eau au sein des Nations unies afin d'aborder toutes les cibles de l'ODD 6 et l'accélération de la mise en œuvre des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement.

NOS RECOMMANDATIONS

Pour renforcer la gouvernance internationale de l'eau

La société civile pour l'eau, réunie au sein de la coalition d'ONG " Effet Papillon ", une coalition mondiale rassemblant plus de 140 ONG et OSC, appelle les Etats et la communauté internationale à :

- 🔥 Unir nos forces pour **obtenir une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies établissant des réunions intergouvernementales régulières sur l'eau et l'assainissement** au sein des Nations unies afin d'aborder toutes les cibles de l'ODD 6 et les questions connexes, y compris l'accélération de la mise en œuvre des droits humains à l'eau et à l'assainissement.
- 🔥 **Veiller à ce que l'envoyé spécial des Nations unies pour l'eau, nommé par le secrétaire général des Nations unies, ait pour mandat politique de renforcer la gouvernance internationale de l'eau** et à ce que des représentants de tous les grands groupes fassent partie de ses conseillers.
- 🔥 **Déclarer la crise mondiale de l'eau à l'ONU au même titre que la crise climatique.**

NOS RECOMMANDATIONS

Sur l'accélération de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU - y compris l'objectif dédié à l'eau (ODD6) et tous les objectifs liés à l'eau dans un délai de 7 ans

- 🔥 **Consacrer les droits humains à l'eau et à l'assainissement dans les législations/les constitutions et les réglementations** et rendre compte systématiquement des engagements pris.
- 🔥 **Reconnaître l'eau comme un bien commun** qui doit être géré démocratiquement et collectivement.
- 🔥 **Améliorer l'allocation de fonds** et de méthodes aux organisations locales, y compris aux zones et aux populations les plus vulnérables, renforcer la responsabilité des donateurs internationaux en matière de financement et augmenter l'APD consacrée à l'eau.
- 🔥 **Reconnaître le droit de participation des acteurs non étatiques**, en particulier les OSC, les ONG, les populations autochtones, les femmes et les jeunes, ainsi que les acteurs locaux, à l'élaboration des politiques, aux budgets sectoriels et aux organes de gouvernance de l'eau, du niveau local au niveau mondial.
- 🔥 **Mettre en place et reconnaître des systèmes de collecte et de suivi de données efficaces, accessibles, désagrégés et publics** (y compris par la société civile via la science citoyenne).

La communauté internationale a l'immense responsabilité de faciliter la mise en œuvre des décisions individuelles et collectives pour accélérer les efforts d'ici 2030.

Un engagement politique international fort sur la question de l'eau et la préservation de cette ressource vitale est essentiel.

L'eau est notre ressource la plus précieuse, nous n'avons pas de temps à perdre.

L'INITIATIVE DE PLAIDOYER DE L'EFFET PAPILLON

L'Effet papillon, une coalition de 140 ONG/OSC locales et internationales, a lancé une vaste consultation de ses membres en 2021, à laquelle ont participé plus de 180 représentants d'organisations. Elle a abouti à un document d'orientation présenté au 9e Forum mondial de l'eau (Dakar - 2022).

Les événements et les déclarations sur l'eau se succédant, il est essentiel de travailler dans la continuité. La société civile a une responsabilité particulière pour s'assurer que les résultats du Forum mondial de l'eau de Dakar soient pris en compte lors de la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023. C'est dans ce sens que cette prise de position reprend l'essentiel du message de Dakar.

L'objectif est de permettre à la société civile de s'exprimer d'une voix forte. Cette prise de position présente les principales demandes politiques identifiées par notre réseau à l'attention de la communauté internationale.

L'Effet Papillon est coordonné par le Secrétariat International de l'Eau



Les membres du comité directeur de l'Effet Papillon



Avec le soutien de:*



*Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas les opinions officielles des organisations qui apportent leur soutien financier.

CONTACTS



butterflyeffectcoalition@gmail.com



@ButterflyEffectNgoCoalition



www.effetpapillon.org



@BEEffectCoal